LES INÉGALITÉS DES ÉMISSIONS EN 2030

L’empreinte carbone par habitant et l’objectif de 1,5ºC

« Au cours des 25 dernières années, les 10% les plus riches de la population mondiale ont été responsables de plus du double de l’ensemble des émissions de CO2… À cette échelle, les injustices et les inégalités sont dramatiques. Si nous n’agissons pas dès maintenant, ce siècle pourrait bien être le dernier… »

Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies[1]

« [Les plus riches] consomment et consomment et consomment avec frénésie »

Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques[2]

En 2030, on estime que les 1 % les plus riches de la planète auront une empreinte carbone par habitant 30 fois supérieure à celle compatible pour limiter le réchauffement à 1,5°C, objectif inscrit dans l’Accord de Paris. En revanche, l’empreinte carbone de la moitié la plus pauvre de l’humanité restera bien en-dessous de ce seuil. D’ici à 2030, les 1 % les plus riches représenteront une part encore plus importante des émissions mondiales de CO2 qu’au moment de la signature de l’Accord de Paris. S’attaquer aux inégalités extrêmes et identifier les émissions excessives liées à la consommation et aux investissements des personnes les plus riches du monde est crucial pour maintenir en vie l’objectif de 1,5°C.

INTRODUCTION

La crise climatique et les inégalités dans le monde sont deux phénomènes étroitement liés. En 2020, Oxfam et l'Institut de l'environnement de Stockholm (SEI) ont calculé qu'entre le premier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 1990 et l'Accord de Paris de 2015, la consommation des 1% les plus riches du monde représentait deux fois les émissions de CO2 de la moitié la plus pauvre de la population mondiale.[3]

Dans un contexte d’inégalités extrêmes des émissions et d’accélération de la crise climatique, environ un tiers du budget carbone mondial permettant de limiter le réchauffement à 1,5°C a été dilapidé dans le seul et unique but d’accroître la consommation des 10% les plus riches de la population mondiale.[4]

À l’heure de la COP26 à Glasgow, le monde est confronté à un écart considérable entre le niveau des émissions mondiales attendues en 2030 – au regard des contributions déterminées au niveau national (NDC en anglais) soumises par les pays dans le cadre de l'Accord de Paris – et ce qu’il faudrait émettre pour espérer limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C par rapport à l’ère préindustrielle.[5]

Note d’information conjointe

Institute for European Environmental Policy

OXFAM

VISIT…

LANZAROTE Caliente.COM

Dans cette nouvelle note d'information commandée par Oxfam sur la base d'une analyse de l'Institut pour la politique environnementale européenne (IEEP) et du Stockholm Environment Institute (SEI), nous fournissons des estimations de l'impact des NDC sur l'empreinte carbone par habitant de différents groupes de revenus en 2030. Ces chiffres révèlent l'inégalité flagrante entre les personnes dont l'empreinte carbone est compatible avec l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris et celles dont l'empreinte carbone ne remplit pas cet objectif. Nous estimons alors que :

- En 2030, l'empreinte carbone des 1 % les plus riches de la population mondiale sera 25 % plus élevée qu'en 1990, 16 fois plus importante que la moyenne mondiale, et 30 fois plus que l'empreinte carbone mondiale par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C, tandis que l'empreinte carbone de la moitié la plus pauvre de la population mondiale restera bien en-dessous de l'objectif de 1,5°C.
- La part des émissions mondiales totales associées à la consommation des 1 % les plus riches devrait continuer à augmenter, passant de 13 % en 1990 à 15 % en 2015 et à 16 % en 2030.
- De 2015 à 2030, la « classe moyenne » mondiale[7] est en passe de réduire ses émissions par habitant, se rapprochant d'un niveau compatible avec l'objectif de 1,5° (même si ses émissions seront encore au-dessus). Etant donné que ce groupe social a connu la plus rapide augmentation d'émissions carbone entre 1990 et 2015, ce phénomène peut être vu comme un signe de « l'effet Paris »[8] qui modifie l'évolution des émissions de CO2.
- La géographie des inégalités mondiales en matière de carbone est susceptible de changer avec une part croissante des émissions des 1 % les plus riches du monde liée aux citoyens des pays à revenu intermédiaire.
- Au niveau national, dans chacun des principaux pays émetteurs de CO2, les 10 % des citoyens les plus riches devraient avoir en 2030 des émissions par habitant nettement supérieures au niveau moyen mondial par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C.

Émissions liées à la consommation par habitant

Le calcul basé sur la consommation attribue les émissions produites au pays responsable de la consommation finale des biens et des services pour lesquels ces émissions ont été produites. Les émissions liées à la consommation par habitant reflètent la part qu'a un individu dans les émissions totales de la consommation nationale de son pays. Cela comprend aussi les émissions liées à la consommation des ménages, aux investissements en capital et à l'utilisation des services publics.

Le niveau d'émissions par habitant en 2030 compatible avec l'objectif de 1,5°C correspond aux émissions mondiales totales en 2030 qui permettent de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, divisées par la population mondiale estimée en 2030.[6] Il s'agit d'une autre façon de considérer l'écart mondial en matière de réduction des émissions, tel qu'il est présenté dans le rapport du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction d'émissions. Voir également l'encadré 2 sur les « part juste » et l'objectif de 1,5°C.

Les inégalités des émissions sont extrêmes, tant au niveau mondial qu'au sein de la plupart des pays. Si l'on veut maintenir en vie l'objectif de 1,5°C, il faut réduire les émissions de carbone beaucoup plus rapidement et dépasser les objectifs qui sont proposés actuellement. En revanche, il est essentiel que ces efforts aillent de pair avec des mesures visant à réduire les inégalités dans le monde, afin que les citoyens les plus riches du monde montrent l'exemple et ce, quel que soit l'endroit où ils vivent.

Encadré 1 : Méthode de calcul pour estimer les émissions liées à la consommation en 2030

Notre méthode pour calculer une distribution mondiale des émissions liées à la consommation par habitant par tranche de revenus est exposée dans notre travail de l'année dernière.[9] Elle est similaire au travail récent de Lucas Chancel.[10]

Pour estimer les émissions liées à la consommation par habitant en 2030, nous avons utilisé les estimations des émissions territoriales nationales basées sur les NDC non conditionnées et les autres politiques nationales du Climate Action Tracker (CAT).[11] Nous avons converti les CO2eq en CO2 sur la base du ratio 2018 pour chaque pays. Nous avons converti les estimations d'émissions territoriales en émissions de consommation (en supposant qu'aucun changement n'intervienne dans la structure globale des échanges) en ajustant les émissions nettes importées des pays par les réductions d'émissions moyennes mondiales pour la période allant de 2015 à 2030, et les émissions nettes exportées par la réduction des émissions nationales dans leurs NDC. Nous avons attribué ces estimations d'émissions liées à la consommation nationale en 2030 aux individus au sein de chaque pays, en nous basant sur la même méthode et en supposant un changement dans les distributions de revenus nationaux conformes au SSP2 (selon Rao, et al. 2019), qui sont minimes jusqu'en 2030, avant de les trier en une seule distribution mondiale par revenu. Nous avons mis à l'échelle les niveaux de revenu et de population de 2030 et comblé les écarts pour les pays ne disposant pas d'estimations de CAT pour 2030 en utilisant le scénario RCP1.9 de nos travaux précédents modifié par SSP2. Les détails de la méthode, son niveau de précision et ses limites sont disponibles sur le site web du SEI.[12]

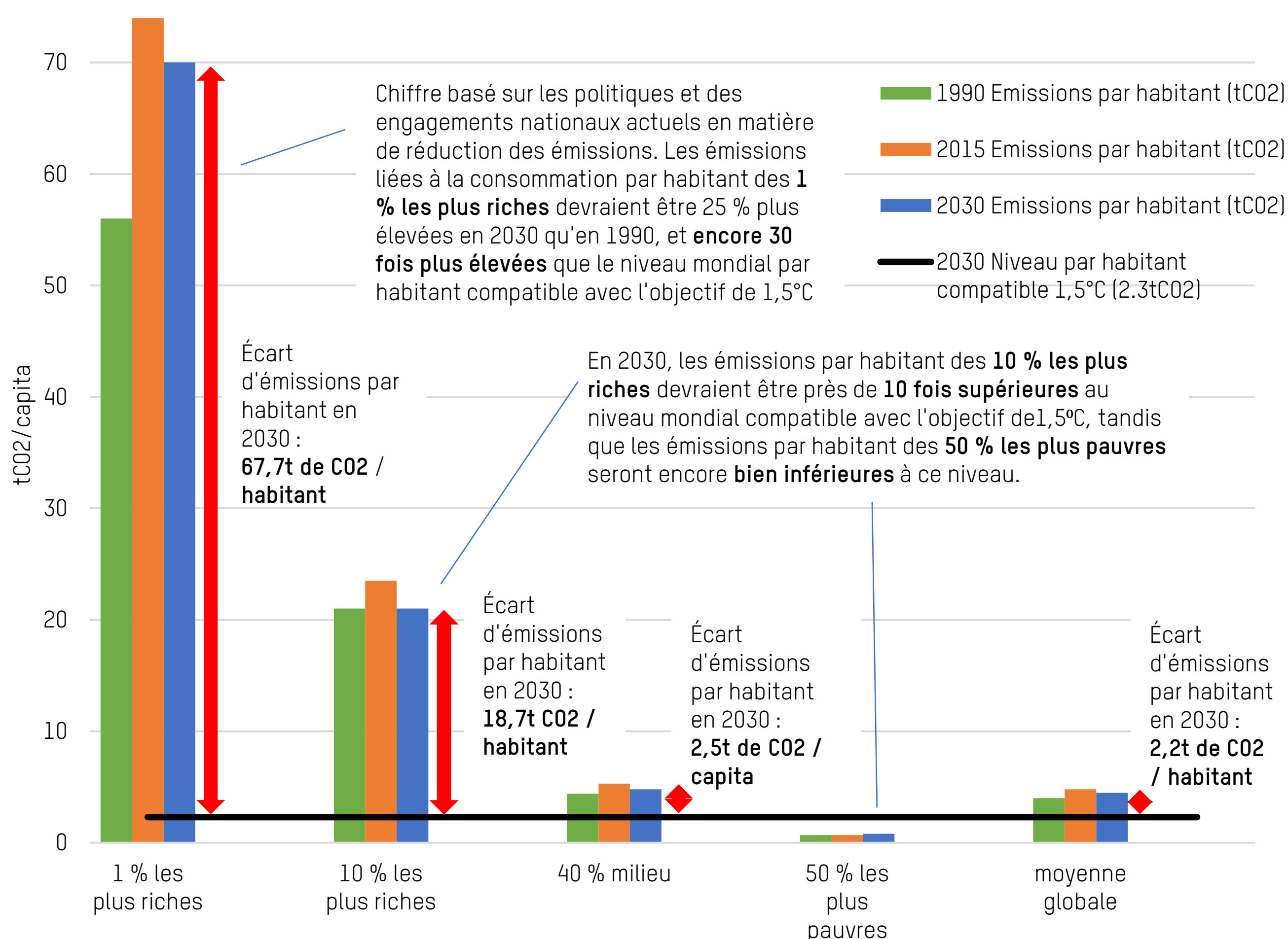
ANALYSE

1. EN 2030, LES ÉMISSIONS DES 1 % LES PLUS RICHES DEVRAIENT ÊTRE 30 FOIS SUPÉRIEURES AU NIVEAU COMPATIBLE AVEC L'OBJECTIF DE 1,5°C, TANDIS QUE LES ÉMISSIONS DES 50% LES PLUS PAUVRES DEVRAIENT RESTER BIEN EN-DESSOUS DE CET OBJECTIF

Les NDC actuelles [13] n'entraîneront que des réductions marginales des émissions mondiales, laissant un écart d'au moins 17 Gt de CO2, entre les émissions prévues en 2030 et le niveau nécessaire compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5° C.[14] Par habitant, (sur la base de la population mondiale prévue en 2030), cela se traduit par un écart d'environ 2,2 tonnes de CO2 / habitant.[15] Néanmoins, derrière cette moyenne mondiale se cachent de fortes inégalités entre les émissions liées à la consommation par habitant prévues pour 2030 des populations les plus riches et les plus pauvres du monde.

Sur la base des NDC et d'autres politiques nationales, nous estimons que d'ici 2030, les 1% les plus riches de la population mondiale (environ 80 millions de personnes) auront une empreinte carbone 25% plus élevée qu'en 1990, 16 fois plus élevée que la moyenne mondiale par habitant en 2030, et environ 30 fois plus élevée que le niveau mondial par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C. L'empreinte carbone des 10% les plus riches (environ 800 millions de personnes) devrait être neuf fois supérieure au niveau par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C, tandis que celle des 40% du milieu (environ 3,2 milliards de personnes) sera environ deux fois supérieure à l'objectif fixé par l'Accord de Paris. En revanche, l'empreinte carbone moyenne de la moitié la plus pauvre de la population mondiale (environ 4 milliards de personnes) devrait rester nettement inférieure à ce niveau (voir **Figure 1**).

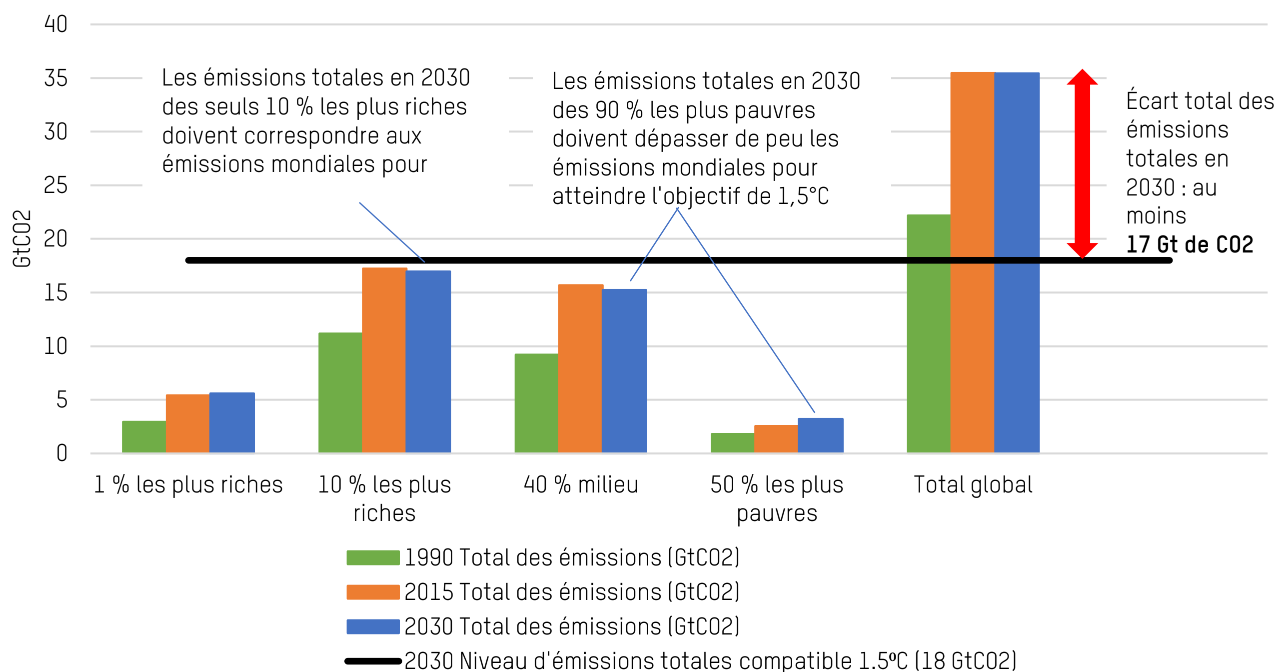
Figure 1 : Émissions liées à la consommation par habitant pour chaque tranche de revenus dans le monde entre 1990 et 2030 et niveau mondial par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris pour 2030



Source : Analyse de l'IEEP et du SEI. Revenu annuel en 2030 (en $2011PPP) des 1% les plus riches : >172 k$; des 10% les plus riches : >55 k$; des 40% qui forment la classe moyenne : 9,8 k$; des 50% les plus pauvres : < 9,8 k$. Population totale en 2030 : environ 7,9 milliards.

Malgré les faibles réductions d'émissions totales à l'échelle mondiale entre 2015 et 2030, nous constatons que les émissions totales produites par les 1 % les plus riches devraient continuer à augmenter (voir Figure 2). De plus, nous estimons que les émissions totales produites par 90 % de la population mondiale dépasseront tout juste le niveau d'émissions compatible avec l'objectif de 1,5°C en 2030, tandis que les émissions produites par les 10% les plus riches de la population mondiale atteindront presque ce niveau.

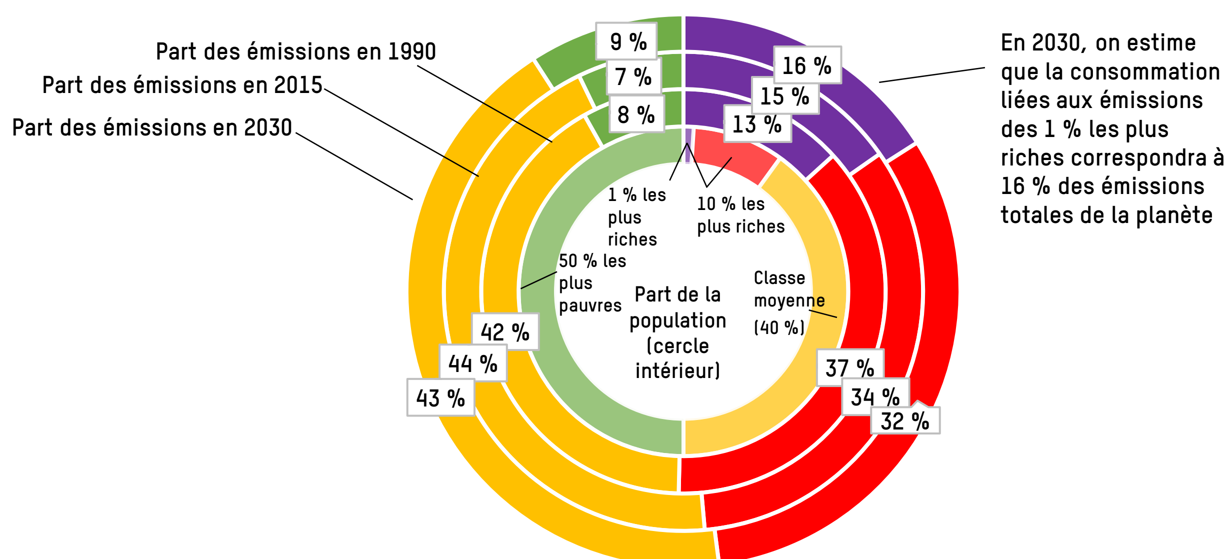
Figure 2 : Émissions totales liées à la consommation entre 1990 et 2030 des groupes de population classés par tranche de revenus et niveau d'émissions mondiales totales compatibles avec l'objectif de 1,5°C en 2030



Source : Analyse de l'IEEP et du SEI

Les émissions produites par les 1 % les plus riches s'ajoutent aux émissions mondiales totales qui, selon nos estimations, continuera de croître, passant de 13 % en 1990 à 15 % en 2015, et devrait atteindre plus de 16 % en 2030 (voir Figure 3).[16] Cette augmentation continue montre que dans les pays où résident les 1% les plus riches du monde, l'empreinte carbone ne devrait pas s'améliorer suffisamment pour compenser l'augmentation des revenus et de la consommation des personnes les plus riches de ces pays.

Figure 3 : Part des émissions mondiales liées à la consommation des groupes de population classés par tranche de revenus entre 1990 et 2030



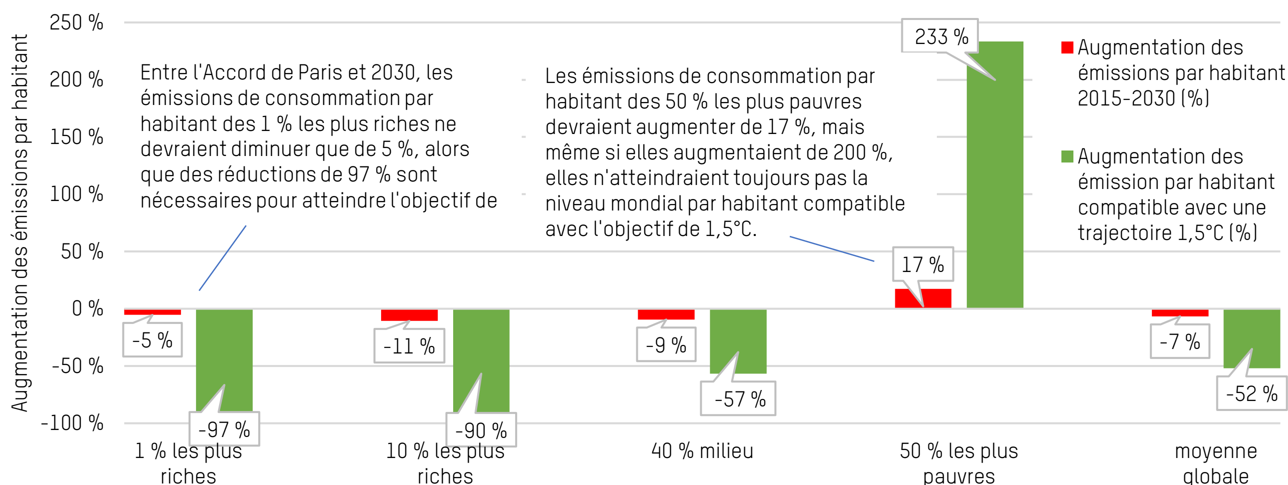
Source : Analyse de l'IEEP et du SEI

2. LES ÉMISSIONS PAR HABITANT DES « CLASSES MOYENNES » MONDIALES DEVRAIENT CONNAÎTRE UN TRÈS GRAND CHANGEMENT

Entre 2015 et 2030, les 1 % les plus riches devraient réduire leurs émissions liées à la consommation par habitant de seulement 5 %, alors que des réductions de 97 % sont nécessaires pour s'aligner sur le niveau mondial par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C (voir Figure 3). Nous estimons que les émissions par habitant de la moitié la plus pauvre de la population mondiale pourraient augmenter[17] (à partir d'un niveau de référence extrêmement bas) de 17 %, mais même si elles augmentaient de 200%, elles resteraient malgré tout dans les limites du niveau par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C.

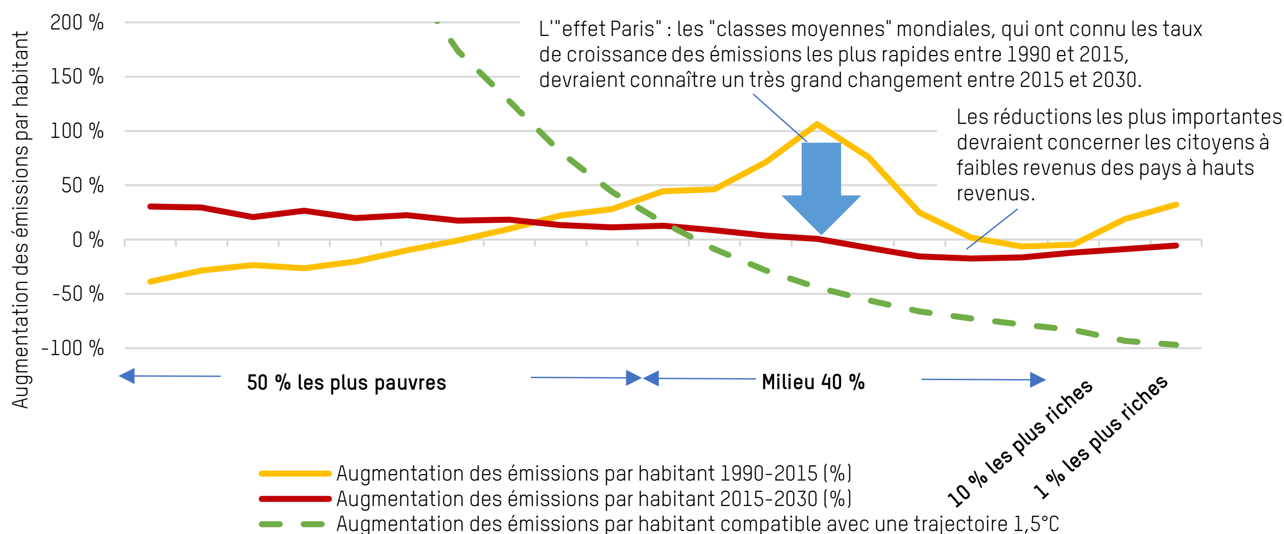
Les réductions les plus importantes devraient être réalisées au sein des classes moyennes supérieures et inférieures, soit entre les 1 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres de la population mondiale. Les 40 % de la population mondiale situés entre les 10 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres devraient mettre en place des réductions (de 9 % par rapport aux niveaux de 2015) qui sont les plus proches, bien que très éloignées, des réductions nécessaires pour atteindre le niveau par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C (de 57 % par rapport aux niveaux de 2015). Il s'agit là d'un élément important, étant donné que les taux de croissance des émissions ont été les plus élevés dans cette tranche de revenus entre 1990 et 2015, ce qui indique un revirement majeur dans les évolutions des émissions et un signe clair de ce que l'on appelle « l'effet Paris ».[18] (voir **Figure 4**).

Figure 4 : Croissance des émissions par habitant de 2015 à 2030 et moyenne mondiale compatible avec l'objectif de 1,5°C



Source : Analyse de l'IEEP et du SEI

Figure 5 : Croissance des émissions par habitant 1990-2015 et 2015-2030



Source : Analyse de l'IEEP et du SEI

Cela reflète en grande partie les CDN des pays à revenu intermédiaire (où vit la plus grande partie des personnes de situées dans cette tranche de revenus) tels que la Chine et l'Afrique du Sud, où les émissions nationales (qui ont connu une croissance rapide entre 1990 et 2015) devraient atteindre un pic dans les années 2020. Les réductions les plus importantes par rapport à 2015 devraient se situer autour des 80e-90e centiles de la distribution mondiale des revenus, ce qui reflète en grande partie l'impact des réductions des émissions nationales dans les pays/régions à revenu élevé tels que l'UE et les États-Unis sur leurs citoyens à revenu moyen et faible.[19]

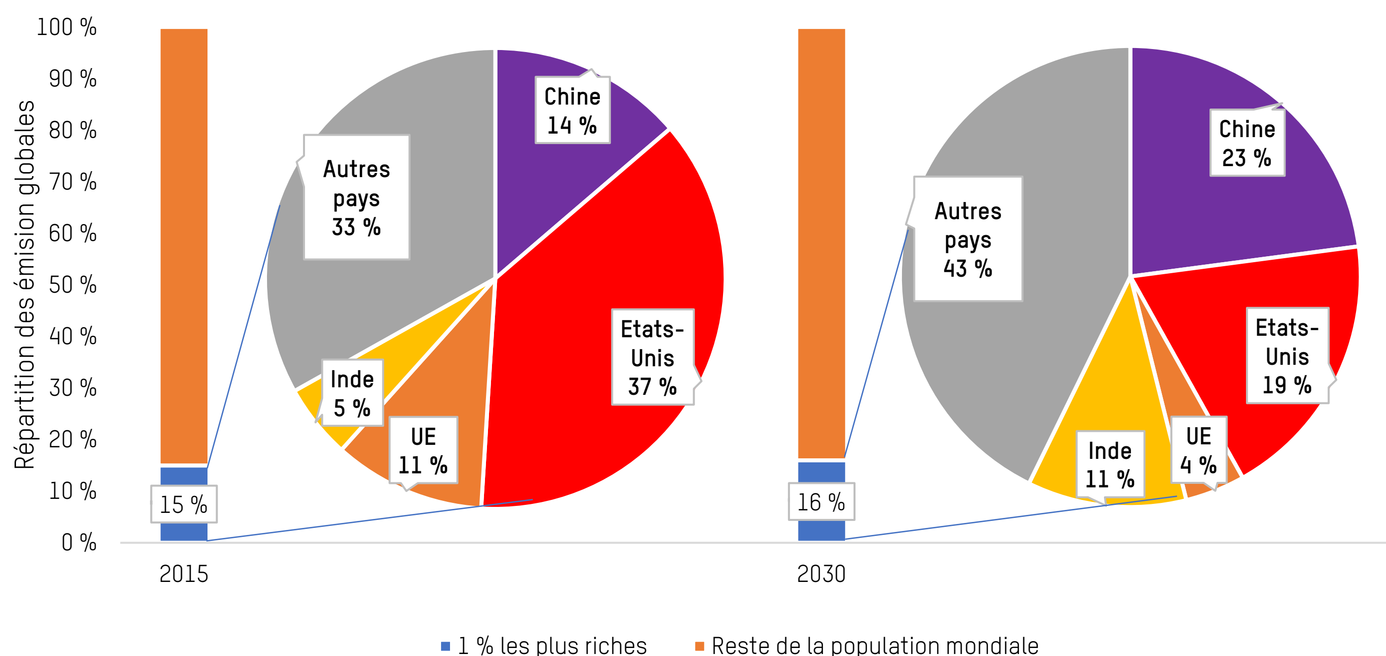
3. LA GÉOGRAPHIE DES INÉGALITÉS CARBONE ÉVOLUE

Comme nous l'avons vu dans nos travaux précédents, on observe depuis 1990 un changement significatif, dans la mesure où les citoyens de différents pays contribuent aux émissions des différents groupes classés par tranche de revenus.[20] Ces tendances se confirmeront, et sont particulièrement notables lorsqu'on s'intéresse à l'origine géographique des émissions produites par les 1% les plus riches (voir **Figure 6**).

Nous estimons que d'ici 2030, les Chinois contribueront à une part plus importante des émissions des 1 % les plus riches que les Américains, et que les Indiens contribueront à une part plus importante des émissions mondiales que les citoyens de l'UE. Il convient également de noter que la part des émissions provenant d'autres pays devrait augmenter de manière importante d'ici 2030, avec des contributions importantes de citoyens de pays tels que l'Arabie Saoudite et le Brésil (dont les citoyens devraient représenter, respectivement, 9 % et 3 % des émissions des 1 % les plus riches en 2030).

Ces tendances reflètent à la fois l'augmentation du nombre de citoyens faisant partie des personnes les plus riches du monde dans les pays à revenu intermédiaire et le rythme plus lent des réductions d'émissions de ces pays par rapport aux pays à revenu élevé.

Figure 6 : Évolution de la source géographique des émissions des 1% les plus riches du monde entre 2015 et 2030



Source : Analyse de l'IEEP et du SEI

4. DANS TOUS LES GRANDS PAYS ÉMETTEURS DE CO2, LES ÉMISSIONS LIÉES À LA CONSOMMATION PAR HABITANT DES CITOYENS LES PLUS RICHES DEVRAIENT RESTER NETTEMENT SUPÉRIEURES AU NIVEAU COMPATIBLE AVEC L'OBJECTIF DE 1,5°C.

Si les inégalités en matière de carbone sont souvent plus marquées au niveau mondial, les inégalités au sein des pays sont également très importantes. Elles déterminent de plus en plus l'ampleur des inégalités dans le monde,[21] et encourageront davantage la mise en place de mesures politiques et sociales pour réduire les émissions de CO2 à l'échelle nationale. Il faut néanmoins noter que dans tous les principaux pays émetteurs de CO2, les 10 % et 1 % les

plus riches au niveau national devraient avoir des empreintes de consommation par habitant nettement supérieures au niveau mondial par habitant de 1,5°C.

Parmi les principaux émetteurs de CO2 présentés dans la Figure 7, seule l'Inde devrait avoir des émissions de consommation nationale par habitant conformes au niveau mondial par habitant de 1,5°C en 2030, bien que les émissions des 10 % des Indiens les plus riches devraient augmenter pour atteindre un niveau plus de cinq fois supérieur à leur niveau initial. En Chine, alors que la moitié de la population devrait rester bien en-dessous du niveau de 1,5°C par habitant en 2030, les émissions par habitant des 1 % les plus riches pourraient augmenter de manière spectaculaire. Alors que les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni verront leurs émissions de consommation par habitant diminuer de manière substantielle (les 50 % les plus pauvres de l'Union européenne et du Royaume-Uni devraient atteindre le niveau mondial compatible avec l'objectif de 1,5°C), les 10 % de citoyens les plus riches de ces trois pays auront toujours des empreintes nettement supérieures à ce niveau.

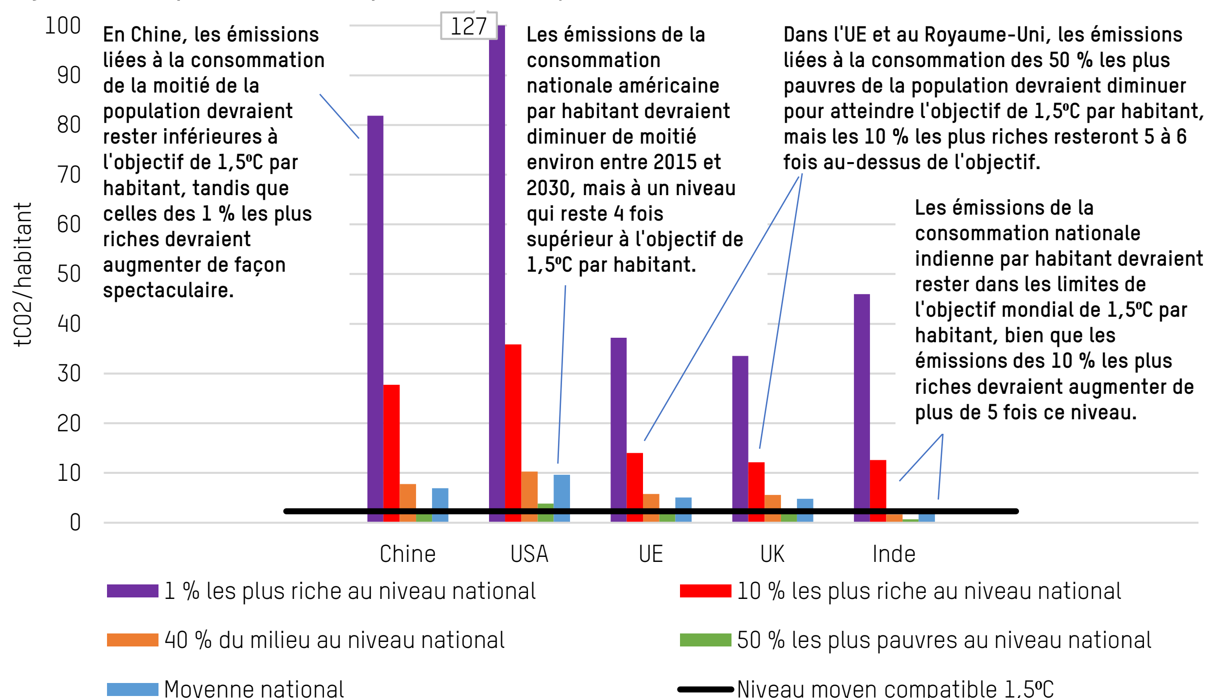
Encadré 2 : Les « parts équitables » et le niveau d'émissions par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C

Il est essentiel de souligner qu'atteindre un niveau d'émissions par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C ne reflète pas la « part équitable » d'un pays dans l'effort mondial pour lutter contre la crise climatique. Après tout, les pays à revenu élevé comme les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont bénéficié de siècles de croissance extrêmement intensive en carbone, et ce sont ces pays qui bénéficient des moyens économiques les plus efficaces pour agir.

Pour ces pays, une "part équitable", conformément à l'analyse du groupe d'étude sur l'équité de la société civile,[22] exige *à la fois* d'importantes réductions des émissions nationales, au minimum, jusqu'au niveau d'émissions par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C et *en outre* la mise à disposition d'un financement climatique international adéquat, nouveau et additionnel pour soutenir les pays à revenu faible et intermédiaire qui en ont besoin pour limiter leurs émissions. En outre, compte tenu de l'aggravation des impacts de la crise climatique, une part équitable pour ces pays implique également de fournir un financement adéquat pour s'adapter à la crise climatique et pour faire face aux pertes et dommages liés au changement climatique.

Le fait que ces pays ne soient toujours pas en voie d'atteindre le l'objectif de 1,5°C d'ici 2030, et qu'ils n'aient toujours pas respecté l'engagement minimal de mobiliser 100 milliards de dollars par an dans le financement international pour lutter contre le changement climatique d'ici 2020, constitue à la fois un échec moral et juridique au regard du principe d'équité au cœur de la CCNUCC et de son Accord de Paris.

Figure 7 : Émissions de consommation par habitant des groupes classés par tranche de revenus en 2030 et niveau moyen mondial par habitant compatible avec l'objectif de 1,5°C



Source : Analyse de l'IEEP et du SEI[23]

Encadré 3 : Comment les personnes les plus riches du monde génèrent-elles des empreintes carbone aussi élevées ?

Estimer l'empreinte carbone des personnes les plus riches du monde n'est pas une tâche aisée. Bien qu'il existe des méthodes efficaces pour estimer les empreintes individuelles en appliquant des coefficients d'émissions de carbone aux biens et services déclarés dans les enquêtes sur les ménages, il est largement admis que ces méthodes minimisent la consommation des citoyens les plus riches du monde. Cependant, un certain nombre d'études récentes apportent un nouvel éclairage sur cette question, et contribuent à confirmer nos estimations de l'ampleur des émissions produites par les hauts revenus.

Wilk et Barros se sont appuyés sur 82 bases de données d'archives publiques pour documenter les maisons, véhicules, avions et yachts des milliardaires. En appliquant des coefficients de carbone, ils ont constaté que l'empreinte carbone des milliardaires se compte facilement en milliers de tonnes par an : les superyachts sont les plus gros contributeurs, chacun ajoute environ 7 000 tonnes par an.[24]

Des études antérieures ont également établi la contribution majeure des vols, notamment des jets privés, à l'empreinte carbone des personnes riches et célèbres. L'étude de Gösling a établi des estimations des émissions de l'aviation en suivant les déplacements internationaux des célébrités via leurs publications sur les réseaux sociaux. Il s'est avéré que les émissions de CO2, causées uniquement par le transport aérien, dépassaient les mille tonnes par an.[25]

Plus grave encore, 2021 a annoncé l'avènement d'une nouvelle forme de voyage de luxe à forte intensité de carbone, le tourisme spatial, qui brûle des centaines de tonnes de carbone en dix minutes de vol pour quatre passagers environ.[26]

En dehors des ultra-riches, de nombreuses études ont identifié le transport comme le principal facteur d'augmentation des émissions de CO2. Par exemple, Ivanova et Wood ont constaté que la majorité des émissions des plus grands émetteurs de CO2 de l'UE sont liées au transport.[27] Gösling et Humpe ont constaté que pas plus de 1 % de la population mondiale est probablement responsable de la moitié des émissions rejetées par les avions.[28]

Les émissions des personnes les plus riches du monde ne comprennent pas seulement leur consommation directe, mais aussi les émissions de carbone associées à leurs investissements en capital. Dans ce domaine également, les données sont rares, bien que la volonté d'accroître les informations relatives au climat sur les marchés financiers puisse changer rapidement cette situation.[29]

L'article récent de Chancel apporte de nouvelles informations en attribuant les émissions de la consommation nationale associées aux investissements en capital aux individus de chaque pays en fonction de leur part de propriété d'actifs, dérivée des derniers ensembles de données sur les inégalités de richesse. Il constate que les émissions liées aux investissements représentent une part croissante (jusqu'à 70 % en 2019) des émissions des 1 % des plus gros émetteurs mondiaux.[30]

Et au-delà des émissions associées à la consommation et aux investissements directs, des chercheurs comme Nielsen et al. ont identifié l'influence disproportionnée des grands émetteurs à haut revenu, qui résulte de leur statut de *role model* et, surtout, de leur pouvoir politique et de leur influence sur les décideurs.[31] Si des recherches supplémentaires sont encore nécessaires dans tous ces domaines, il semble indéniable que les politiques gouvernementales visant à lutter contre la crise climatique devraient accorder une attention beaucoup plus importante au rôle démesuré des plus riches et des plus gros émetteurs de CO2 du monde.

CONCLUSIONS

L'écart important entre l'empreinte carbone d'une petite minorité de la population mondiale en 2030 et le niveau moyen mondial nécessaire pour maintenir l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris n'est pas tenable. Le maintien d'une empreinte carbone aussi élevée chez les personnes les plus riches du monde nécessite soit des réductions d'émissions bien plus importantes de la part du reste de la population mondiale, soit un réchauffement climatique supérieur à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Il n'y a pas d'alternative possible.

Lors de la COP26, les gouvernements doivent s'engager sur un calendrier pour renforcer les CDN à court terme conformément à l'objectif de 1,5°C et surtout le faire sur la base de l'équité. Cela signifie que les pays les plus riches et ceux qui émettent le plus de CO2 au monde doivent assumer leur responsabilité. Ils doivent montrer la voie en

réduisant leurs émissions beaucoup plus rapidement d'ici la fin de la décennie, et ils doivent fournir les financements nécessaires, nouveaux et supplémentaires dont ont besoin les pays à revenu faible et intermédiaire pour limiter davantage leurs émissions. Compte tenu du retard pris depuis des décennies dans la réduction des émissions, il est également essentiel d'augmenter considérablement le financement pour la transition écologique ainsi que pour assurer les pertes et dommages.

Au niveau national et régional, l'analyse de l'inégalité carbone doit être placée de toute urgence au cœur des efforts déployés par les gouvernements pour mettre en œuvre des CDN renforcées, qui mettent l'accent, bien plus que maintenant, sur des mesures visant à réduire les inégalités et à lutter contre les émissions excessives des plus riches, tout en soutenant les personnes aux revenus les plus faibles. Notre travail de l'année dernière a défini un certain nombre d'options de politique publique disponibles.[32]

Comme l'ont soutenu d'autres chercheurs,[33] il est temps pour les gouvernements d'augmenter les taxes ou d'interdire purement et simplement les modes de vie et les produits qui relâchent beaucoup d'émissions de CO2, à savoir les SUV, les superyachts, en passant par les jets privés et le tourisme spatial, qui représentent un épuisement moralement injustifié du rare budget carbone restant dans le monde.

Mais, comme le montre l'encadré 3, les émissions des personnes les plus riches du monde liées à leurs investissements en capital sont probablement encore plus importantes que celles associées à leur consommation directe.[34] Étant donné que les inégalités de richesse risquent de se creuser davantage suite à la crise du COVID-19, il est urgent de mettre en place une taxation coordonnée et importante de la richesse afin de réduire les inégalités tout en limitant les émissions de CO2 des plus riches. Il est temps de recourir à la réglementation et à la fiscalité pour mettre un terme à l'extrême richesse, afin de protéger les populations et la planète.

Ces mesures, associées à des réformes fiscales plus larges, sont essentielles pour réduire considérablement le capital des plus riches, modifier le comportement des plus gros pollueurs et générer les revenus nécessaires pour financer la lutte contre la crise climatique et les inégalités. Jusqu'à présent, la crise climatique a été alimentée par la pauvreté extrême. Mais aujourd'hui, les gouvernements doivent de toute urgence trouver des solutions qui s'attaquent à ces deux fléaux.

NOTES

1 TED. (2020). *The race to a zero-emission world starts now*. António Guterres. [contenu vidéo]. https://www.youtube.com/watch?v=a-_FuwTkFhI

2 L. Goering. (6 octobre 2020). *Political 'retreat' on climate action harms all nations, says U.N. climate chief*. Reuters. https://www.reuters.com/article/us-climatechange-politics-idUSKBN26R0ON

3 Gore, T. (2020) *Confronting Carbon Inequality: Putting climate justice at the heart of the COVID-19 recovery*. Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/confronting-carbon-inequality-putting-climate-justice-at-the-heart-of-the-covid-621052/; Kartha, S. et al. (2020). *The Carbon Inequality Era: An assessment of the global distribution of consumption emissions among individuals from 1990 to 2015 and beyond*. Oxfam and SEI. https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-carbon-inequality-era-an-assessment-of-the-global-distribution-of-consumpti-621049/; Capstick, S. et al. (2020) 'Bridging the gap – the role of equitable, low carbon lifestyles', in UNEP. (2020). *The Emissions Gap Report 2020*. UNEP. https://wedocs.unep.org/xmlui/bitstream/handle/20.500.11822/34432/EGR20ch6.pdf?sequence=1&isAllowed=y

4 Gore. (2020). Ibid.; Kartha, et al. (2020). Ibid.

5 UNEP. (2021). *The Emissions Gap Report 2021*. UNEP. https://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2021

6 Selon le *UNEP Emissions Gap Report 2021*, l'estimation moyenne du niveau d'émissions de CO2 en 2030 compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C correspond à 25Gt de CO2e (fourchette entre 17–33).

7 Par « classe moyenne mondiale », nous entendons les « 40 % intermédiaires » de la répartition mondiale des revenus, entre les 50 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches de la population mondiale. La plus grande partie des personnes appartenant à cette tranche de revenus sont des citoyens de pays à revenu intermédiaire, bien que ce groupe comprenne également des citoyens à faible revenu dans des pays à revenu élevé.

8 Par « effet Paris », nous entendons l'impact socio-économique significatif de l'Accord de Paris. Voir : Systemiq. (2020). *The Paris Effect: How the climate agreement is reshaping the global economy*. Systemiq. https://www.systemiq.earth/paris-effect/

9 Gore. (2020). Op. cit.; Kartha, et al. (2020). Op. cit.

10 Chancel, L. (2021). *Climate change and the global inequality of carbon emissions 1990-2019*. WID. https://wid.world/document/climate-change-the-global-inequality-of-carbon-emissions-1990-2020-world-inequality-lab-working-paper-2021-21/

11 Voir https://climateactiontracker.org/

12 https://www.sei.org/

13 En supposant que les CDN inconditionnels soient pleinement mis en place.

14 Le *UNEP Emissions Gap Report* estime ce déficit à 28 Gt de CO2e, soit environ 20 Gt de CO2. Dans nos estimations, nous trouvons un écart d'environ 17Gt de CO2, en utilisant un point limite légèrement plus tardif pour considérer les CDN que le rapport du PNUE sur le déficit d'émissions, et en utilisant les projections RCP1.9 SSP2 pour une sélection de pays, ce qui peut entraîner une légère surestimation des réductions d'émissions jusqu'en 2030 sur la base des CDN inconditionnels.

15 Selon le *UNEP Emissions Gap Report 2021*, l'estimation moyenne du niveau d'émissions en 2030 compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C est de 25 Gt de CO2e (fourchette 17-33) soit environ 18 Gt de CO2. Nous utilisons une estimation de la population mondiale en 2030 d'environ 7,9 milliards de personnes.

16 Cette conclusion est cohérente avec Chancel, L. (2021). Op. cit. Chancel constate que le top 1 % des émetteurs de CO2 mondiaux a régulièrement augmenté sa part des émissions mondiales depuis 1990, pour atteindre 17 % en 2019.

17 Il convient de noter que la majorité des personnes faisant partie des 50 % les plus pauvres de la population mondiale vivent dans des pays à revenu faible ou moyen inférieur, dont les CDN sont souvent subordonnés à l'obtention d'un financement international pour le climat. Sous réserve de l'obtention de ce financement, nous prévoyons que la croissance des émissions sera plus faible et/ou pourrait être négative au cours de cette période.

18 Voir note de bas de page 10.

19 Nous avons identifié la même tendance dans notre analyse de l'inégalité des réductions d'émissions dans l'UE de 1990 à 2015, dans laquelle les réductions d'émissions de la consommation de l'UE ont été réalisées parmi les citoyens de l'UE à revenu faible et moyen, tandis que les émissions des citoyens de l'UE les plus riches ont continué à augmenter au cours de cette période. Voir Gore, T. et Alestig, M. (2020). *Confronting Carbon Inequality in the European Union: Why the European Green Deal must tackle inequality while cutting emissions*. Oxfam. https://www.oxfam.org/en/research/confronting-carbon-inequality-european-union#:~:text=New%20Oxfam%20analysis%20reveals%20huge,the%20richest%2010%25%20actually%20grew. Chancel. (2021). Op. cit. constate aussi une tendance similaire.

20 Gore. (2020). Op. cit.; Kartha, et al. (2020). Op. cit.

21 Chancel, L. and Piketty, T. (2015). *Carbon inequality from Kyoto to Paris: Trends in the global inequality of carbon emissions 1998-2013 and prospects for an equitable adaptation fund*. WID. https://wid.world/document/chancel-l-piketty-t-carbon-and-inequality-from-kyoto-to-paris-wid-world-working-paper-2015-7/; Kartha, et al. (2020). Op. cit.; Chancel. (2021). Op. cit.

22 Civil Society Equity Review Group. (2015). *Fair Shares: A civil society equity review of INDCs*. http://civilsocietyreview.org/report/

23 Les seuils de revenu pour les groupes de revenu national en 2030 sont les suivants (en $2011PPP). Chine : 1% les plus riches - 189 k$, 10 % les plus riches - 67 k$, 40 % (classe moyenne) - 20 k$, 50 % les plus pauvres - <20 k$; UE : 1% les plus riches - 114 k$, 10 % les plus riches - 46 k$,40% (classe moyenne) - 19 k$, 50 % les plus pauvres - <19 k$; Inde : 1% les plus riches - 125 k$, 10 % les plus riches - 17 k$,40 % (classe moyenne) - 5 k$, 50 % les plus pauvres - <5 k$; RU : 1 % les plus riches - 179 k$, 10 % les plus riches - 79 k$, 40 % (classe moyenne) - 42 k$,50 % les plus pauvres - < 42 k$; EU : 1 % les plus riches - 1,8 million ; 10 % les plus riches – 117 k$, 40% (classe moyenne) – 44 k$, 50% les plus pauvres - < 44 k$.

24 R. Wilk and B. Barros. (16 février 2021). *Private planes, mansions and superyachts: What gives billionaires like Musk and Abramovich such a massive carbon footprint*. The *Conversation*. https://theconversation.com/private-planes-mansions-and-superyachts-what-gives-billionaires-like-musk-and-abramovich-such-a-massive-carbon-footprint-152514

25 S. Gössling. (2019). *Celebrities, air travel, and social norms. Annals of Tourism Research*, 79. https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S016073831930132X

26 E. Marais. (19 juillet 2021). *Space tourism: rockets emit 100 times more C02 per passenger than flights – imagine a whole industry*. The *Conversation*. https://theconversation.com/space-tourism-rockets-emit-100-times-more-co-per-passenger-than-flights-imagine-a-whole-industry-164601

27 D. Ivanova and R. Wood. (2020). *The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability*. Cambridge University Press. https://www.cambridge.org/core/journals/global-sustainability/article/unequal-distribution-of-household-carbon-footprints-in-europe-and-its-link-to-sustainability/F1ED4F705AF1C6C1FCAD477398353DC2

28 S. Gössling and A. Humpe. (2020). *The global scale, distribution and growth of aviation: Implications for climate change. Global Environmental Change*, 65. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378020307779

29 Voir par exemple : GOV.UK. (29 octobre 2021). *UK to enshrine mandatory climate disclosures for largest companies in law*. Article dans la presse. https://www.gov.uk/government/news/uk-to-enshrine-mandatory-climate-disclosures-for-largest-companies-in-law#:~:text=From%206%20April%202022%2C%20over,on%20Climate%2DRelated%20Financial%20Disclosures.

30 Chancel. (2021). Op. cit.

31 K.S. Nielsen, K.A. Nicholas, F. Creutzig, T. Dietz and P.C. Stern. (2021). *The role of high-socioeconomic-status people in locking in or rapidly reducing energy-driven greenhouse gas emissions. Nature Energy* (2021). https://www.nature.com/articles/s41560-021-00900-y

32 Gore. (2020). Op. cit.; Gore and Alestig. (2020). Op. cit.

33 Voir par exemple, Akenji, L. et al. (2021). *1.5C Lifestyles: Towards a fair consumption space for all*. Hot or Cool Institute, Berlin. https://hotorcool.org/wp-content/uploads/2021/10/Hot_or_Cool_1_5_lifestyles_FULL_REPORT_AND_ANNEX_B.pdf ; Newell, P. et al (2021) Changing Our Ways – Behaviour change and the climate crisis: The Report of the Cambridge Sustainability Commission on Scaling Behaviour Change Cambridge University Press, Cambridge. https://www.rapidtransition.org/resources/cambridge-sustainability-commission/

34 Chancel. (2021). Op. cit.

© Oxfam International et l'Institut pour la politique environnementale européenne, novembre 2021.

Cette note d'information a été commandée par Oxfam et rédigée par Tim Gore, de l'Institut pour la politique environnementale européenne (IEEP), sur la base d'une analyse de l'IEEP et de l'Institut de l'environnement de Stockholm.

Pour de plus amples informations sur les questions soulevées dans cet article, veuillez envoyer un email à advocacy@oxfaminternational.org

Cette publication est protégée par des droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Le détenteur des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type soit enregistrée auprès de lui afin d'évaluer son impact. Pour toute copie dans d'autres circonstances, pour la réutilisation dans d'autres publications, pour la traduction ou l'adaptation, une autorisation doit être obtenue et des frais peuvent être facturés. Email : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans cette publication sont correctes au moment de l'impression.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous
ISBN 978-1-78748-830-4 en novembre 2021.
DOI : 10.21201/2021.8274
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

IEEP

L'Institut pour la politique européenne de l'environnement (IEEP) est un groupe de réflexion sur le développement durable qui travaille avec les parties prenantes des institutions européennes, des organismes internationaux, des universités, avec la société civile et l'industrie pour relever les défis sociaux et environnementaux dans l'UE et dans le monde. Consultez le site : https://ieep.eu/

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 associations qui, avec ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Nous luttons ensemble contre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et à l'injustice, pour un avenir plus égalitaire. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des agences ou consulter le site : www.oxfam.org

Institute for European Environmental Policy

OXFAM